

et d'interventions brutales de la police en quelques lieux, les membres du S.W.P. furent bien accueillis par des milliers d'ouvriers qui voyaient avec sympathie un défi socialiste au grand capital, à ses guerres, à l'inflation et à la corruption. Aux dernières nouvelles, le S.W.P. a recueilli les signatures nécessaires dans le grand état industriel du Michigan.

Dans plusieurs états, les lois électorales ne permettent pas aux partis mineurs de faire acte de candidature aux élections. Le S.W.P. a entrepris, à titre d'activité électorale, de combattre les lois restrictives des états de Washington et de l'Illinois. Une nouvelle loi dans l'Illinois interdit de faire circuler une pétition hors de son canton résidentiel sous peine d'une amende de mille dollars ou

de six mois de prison. Le S.W.P. a déposé une plainte devant la Cour pour empêcher les autorités de cet état d'appliquer cette loi aux candidatures électorales. Sa campagne a déjà brisé la conspiration du silence autour de cette loi antidémocratique et obtenu le soutien de journaux libéraux, d'universités et même de supporters du gouverneur Stevenson qui a signé cette loi et que l'on indique être le choix de Truman pour le remplacer comme candidat démocrate à la Présidence. Ainsi la large campagne du S.W.P. pour la défense des droits démocratiques des partis minoritaires est en même temps une dénonciation des actes antidémocratiques du Parti démocrate et de ses dirigeants.

Avril 1952.

Insurrection en Bolivie

Le 9 avril, le Mouvement National Révolutionnaire, organisation nationaliste petite-bourgeoise qui avait obtenu la majorité aux dernières élections mais avait été empêchée par un coup d'Etat militaire de constituer le gouvernement, a déclenché une insurrection. Après trois jours de guerre civile, les révolutionnaires ont conquis le pouvoir avec l'aide du peuple armé, qui, en plusieurs endroits, désarma les forces armées restées fidèles à la « junte » militaire.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (section bolivienne de la IV^e Internationale) s'était prononcé, lors de la dernière session de son Comité Central, pour la légalisation de la vie du pays en transférant le pouvoir au M.N.R., afin de respecter la volonté populaire exprimée dans les dernières élections. Le coup d'Etat du 9 avril va propulser un grand mouvement révolutionnaire. Les masses se mobiliseront, cherchant à réaliser leurs aspirations.

Le M.N.R. trouve le pays devant deux grandes questions : l'accentuation de l'oppression impérialiste découlant des tractations passées avec l'O.N.U. concernant une aide technique au pays, et la misère criante du peuple, ainsi que la destruction de toutes les libertés démocratiques. La première équipe gouvernementale reflète déjà la lutte entre l'aile droite et l'aile gauche du M.N.R. La majorité de ce gouvernement représente la direction réactionnaire qui capitulera bientôt devant l'impérialisme. Elle sera incapable de nationaliser les mines et de partager les terres ; elle s'emploiera à pourchasser et à détruire les partis de gauche, notamment le P.O.R. La pression des masses pendant les premiers mois qui viennent se reflètera dans l'aile gauche du gouvernement, qui cherchera à détruire le pouvoir économique des classes possédantes.

Le P.O.R., qui est fortement lié à la classe ouvrière, a le devoir de mobiliser les masses exploitées à travers un programme révolutionnaire et d'aider d'autre part la lutte de l'aile gauche du M.N.R. contre l'aile droite.

Le gouvernement aura à subir la pression de l'impérialisme yankee et des féodo-bourgeois indigènes. Dans de telles conditions, les trotskystes boliviens mobiliseront les masses pour défendre ce gouvernement de la petite bourgeoisie et éviter par tous les moyens un nouveau « 21 juillet », c'est-à-dire un soulèvement populaire dirigé et puis capitalisé par l'impérialisme. Mais à aucun moment, le P.O.R. n'abandonnera sa critique envers la direction petite-bourgeoise du M.N.R. et montrera aux masses le chemin de leur véritable libération, et la nécessité de former un Gouvernement ouvrier et paysan.

ERRATA.

Dans l'éditorial de notre numéro de janvier 1952, supprimer la ligne 14 du paragraphe 4 de la page 2.